

**M. Malépart:** Des pauvres, ce sont des pauvres; des riches, ce sont des riches!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Si le député voulait bien se taire, il pourrait entendre la réponse.

Nous disons que ce n'est qu'un début. C'est une initiative que nous avons l'intention de développer au cours des prochaines années. Une fois que nous aurons acquis de l'expérience, je pense que nous pourrions l'appliquer plus largement, comme je le disais dans ma réponse précédente.

#### L'INCIDENCE DU BUDGET SUR LES FAMILLES DE L'ONTARIO

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Ne se rend-il pas compte qu'en Ontario, la famille moyenne s'est vu imposer une hausse d'impôt de \$1,304.50 depuis que son gouvernement a été élu?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Je regrette, monsieur le Président, mais je n'ai pas compris la question.

**M. Young:** Le ministre ne se rend-il pas compte que la famille moyenne en Ontario a subi une hausse d'impôt de \$1,304.50 depuis que son gouvernement a été élu?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je ne cache pas que nous avons décrété des hausses d'impôt. J'ai été très franc à cet égard. J'ai dit que nous avions décrété des hausses d'impôt. Nous l'avons fait parce qu'il nous faut régler ce problème de déficit.

Je ferai cependant remarquer que durant cette même période, un particulier économisera \$576 par an sur son hypothèque d'un an, et environ \$1,164 sur une hypothèque de trois ans. Ce sont là des économies qui permettent de compenser. A mesure que nous réduirons le déficit, nous serons en mesure d'en répandre les bienfaits sous forme de taux d'intérêt réduits dans tous les coins du Canada. Tous les Canadiens en bénéficieront.

#### LE NIVEAU DES IMPÔTS SUR LE REVENU DES SOCIÉTÉS

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse elle aussi au ministre des Finances. Je voudrais qu'il nous dise pourquoi les impôts sur le revenu des Canadiens ordinaires augmentent tandis que diminuent les impôts sur le revenu des sociétés.

**M. Hnatyshyn:** Ils ne diminuent pas!

**M. Deans:** Oui, ils diminuent.

**M. Young:** Est-ce équitable?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je pense que c'est la quatrième fois... allez voir à la page 42.

**M. Deans:** Allez voir à la page 104.

**M. Hnatyshyn:** La page 42 vient avant la page 104. Nous vous avons attrapé sur ce point.

**M. Broadbent:** Vous êtes très fort, Ray.

**M. Rodriguez:** Vous auriez dû rédiger le budget.

### Questions orales

## LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

### LES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

**M. Bill Tupper (Nepean-Carleton):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Je m'inquiète depuis quelque temps du financement des trois conseils dispensateurs de subventions et en particulier du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada. Dans le budget présenté hier, quelque 300 millions de dollars sont alloués à ces conseils dispensateurs de subventions. Le ministre peut-il dire à la Chambre si cela suffira pour que le CRSNGC produise les scientifiques et les ingénieurs compétents dont nous avons besoin pour édifier une société à orientation technologique?

**L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, j'ai l'intention d'annoncer demain, de concert avec mes collègues, le secrétaire d'État et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, le détail des hausses substantielles consenties aux conseils dispensateurs de subventions, hausses qui atteindront le milliard de dollars en cinq ans. En effet, nous comptons fournir aux secteurs scientifiques ce dont ils ont besoin pour construire le Canada du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

### L'INCIDENCE DU BUDGET

**M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Je rappelle au ministre que de très nombreux Canadiens accordent une importance cruciale à l'égalité des chances. Le ministre peut-il nous expliquer en quoi sont équitables les réductions considérables apportées à l'enveloppe du développement économique régional alors que les régions les plus pauvres de notre pays, au Canada atlantique et en Colombie-Britannique, ont désespérément besoin d'une aide supplémentaire du gouvernement national d'Ottawa?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, l'une des choses que j'ai dites à maintes reprises, c'est que si nous pouvons faire baisser les taux d'intérêt, toutes les régions du pays profiteront de cette baisse. John Bulloch et Michael McCracken ont tous deux annoncé qu'ils prévoient une diminution considérable des taux d'intérêt—de 2 p. 100, de 5 p. 100.

Le député est aussi parfaitement au courant de l'importante initiative budgétaire visant à aider la région atlantique en créant des emplois. Le Programme Entreprise Atlantique, d'un montant de 1 milliard de dollars, que le ministre de l'Expansion industrielle régionale annonce aujourd'hui dans les provinces atlantiques, va énormément aider les habitants de la région atlantique et de la Gaspésie.